



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



Conseil d'Administration du 9 mars 2016

Il s'agissait d'une **re-convocation pour les deux points budgétaires**, non traités lors de la séance du CA du 24 février, du fait du départ unanime des 5 représentants du personnel => perte du quorum.

Voir notre compte-rendu http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/cerema/doc16/cerema_ca_24-02-16.pdf

Cet « **étrange mini-CA** », vite expédié en 45 minutes, s'est tenu en visio, avec :

- **6** sur 6 représentants de l'**Etat** : on peut imaginer que le DG a dû battre le rappel des troupes pour éviter de se retrouver en minorité face aux 5 voix des représentants du personnel.
- **1** sur 5 représentants des **Collectivités** : le président Perdriau, **tout seul en visio** depuis **Paris** DRIEA rue Miollis, alors que le DG et les représentants de l'Etat étaient à **la Défense** !
- **2** sur 3 **PQ** (Personnalités Qualifiées ; 2 n'ont toujours pas été nommées par les ministres de tutelle)
- **5** sur 5 **RP** (Représentants du Personnel : **2 CFDT-UNSA**, 2 CGT, 1 FO)

Soit **14 présents** sur 21 sièges. Pas d'obligation de quorum, vu qu'il s'agit d'une reconvoction.

Présence du SG des ministères, commissaire du gouvernement au CA, Francis ROL-TANGUY (**FRT**).

Le Pdt G.Perdriau informe le CA sur ses demandes de contacts avec les nouveaux cabinets des Ministres Royal et Cosse.

Le DG informe que le Cerema va faire l'objet d'un **audit du CGEDD** (mission de conseil et d'inspection), dont l'équipe demandera probablement à rencontrer certains membres du CA.

Compte financier et compte de bilan 2015

Le tableau ci-dessous résume les résultats et la comparaison avec 2014.

| Comparaison entre les comptes financiers 2014 et 2015 (en k€) | | | |
|---|---------|---------|-------|
| | 2 014 | 2 015 | % |
| Subvention pour charges de service public | 224 178 | 219 346 | -2,2% |
| Recettes sur production de l'année | 22 369 | 24 729 | 10,6% |
| Dépenses de personnel | 204 469 | 206 400 | 0,9% |
| Dépenses de fonctionnement | 37 135 | 35 351 | -4,8% |
| Investissements : dépenses mandatées | 7 022 | 9 831 | 40,0% |
| Investissements : dépenses engagées | 10 182 | 12 154 | 19,4% |
| Solde de trésorerie au 31 décembre | 13 487 | 14 017 | 3,9% |

Constats :

- Baisse de la subvention (SCSP) de 2.2 % : CFDT et UNSA avaient déjà voté CONTRE lors du CA du 29 juin 2015 http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/cerema/doc15/CfdtCerema-2015-30_CA_150629.pdf
- Recettes en hausse de 10% (beaucoup de facturations en nov-déc 2015)
- Dépenses de personnel en légère hausse (malgré une baisse de 60 ETP), explicable par :
 - le fait que le Cerema a payé en 2015 de nombreux retards d'avancement d'échelons, résorbés tardivement par le ministère.
 - un repyramidage des effectifs (plus de A/A+ et moins de B/C)
- Investissements en très forte hausse (+19% engagés). Ces 2 M€ n'ont été possibles qu'à cause de la baisse du même montant des dépenses de fonctionnement.

APPROUVE à la majorité (9 Pour) avec :

- **2 Abstention** : **CFDT-UNSA**
- **3 Contre** : CGT FO

Budget rectificatif n°1 de l'année 2016 – BR1

Ce rectificatif ne prévoit pas de remise à jour des prévisions de dépenses d'investissement et de fonctionnement. Sera revu au BR2.

- **Recettes** : diminution de 822 k€ de la subvention SCSP (-0,4%) pour compenser le coût induit par l'application du protocole PPCR !
 - **Cfdt**: déplore la méthode du gouvernement qui finance les avancées indiciaires du PPCR¹ par de nouvelles réductions de la subvention et donc à terme des effectifs.
 - **FRT** : déclare que la Loi de Finances a appliqué un rabot général et que le Cerema a été préservé car la baisse de sa subvention est inférieure à la baisse moyenne.
 - **DG** : Bercy lui aurait demandé des économies immédiates en regard de cette baisse de la subvention. Finalement, il propose au CA un prélèvement dans le fond de roulement, dans lequel le Cerema n'aura finalement pas trop pioché en 2015.
- **Emplois** : **2 983 ETP** autorisés au 31/12/ 2016 (vacataires inclus) + 15 ETP hors plafond.

APPROUVE à la majorité (8 Pour) avec :

- 1 Abstention : J-P.LHUILIER (PQ, qui avait voté contre le budget initial 2016 au CA de nov 2015)
- **5 Contre** : **2 CFDT**-UNSA, 2 CGT, 1 FO.

Rappel de quelques points d'actualité du CA du 24 février 2016

Le **DG, Bernard LARROUTOUROU**, a donné rapidement quelques informations sur :

- Les appels à projet de **l'ANR** - « instituts Carnot », qui visent à identifier et labéliser des organismes intervenant sur la recherche contractuelle, c'est-à-dire avec des acteurs économiques, privé ou public ;
- La visite du DGITM à **Sourdun**, signal « fort » pour le domaine « infras » au Cerema.
- Le chantier **4C cartographie des compétences collectives du Cerema**. Disponibles en avril.
- La relance des *communautés-métiers*
- Les *déclinaisons locales du projet stratégique*, intégrant la perspective de baisse des effectifs, l'impact de la stratégie immobilière. Projection à 5 ans, analyse des points forts et faibles...
- Le chantier de *mutualisation des grands équipements scientifiques et techniques entre les différents sites*, qualifié de « délicat et difficile »

PRESENTATION TECHNIQUE : le DG propose occasionnellement au CA de présenter une activité originale/innovante du Cerema.

Ce 24 février, ce fut l'occasion d'un trop rapide mais très intéressant exposé de **Luc BEAUDELLOT (TSCDD à la DTer NP)** sur « *la notion de chantier furtif dans les réhabilitations de chaussée* ». L'objectif est de trouver le meilleur compromis entre la durée des travaux et la gêne à l'utilisateur pour la réfection de chaussée. Illustration par une étude pour la DIR Nord, pour refaire 6 km de chaussée de l'autoroute A1 dans le sens Lille-Paris, pendant les trois premières semaines d'août 2015, en réduisant au minimum la longueur des bouchons.

Nous l'interrogeons sur l'existence de démarches similaires dans d'autres DTer. Il nous répond que la DTer IDF l'a pratiqué, mais uniquement sur des couches de surface. Son exemple sur l'A1 est une première, car elle concernait les couches d'assise des chaussées.

Il attire l'attention des membres du CA sur la dégradation importante que connaîtront nos chaussées à fort trafic dans quelques années et de la nécessité d'appliquer des techniques innovantes, tant sur les matériaux que sur les méthodes de chantier.

¹ Protocole relatif à l'avenir de la fonction publique et à la modernisation des Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations (voir <http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/fonctpubl/ppcr.htm>)

Cfdt: S'ENGAGER POUR CHACUN, AGIR POUR TOUS

Vos représentants au Conseil d'Administration

| | | |
|--------------------------------|------|-----------------|
| Martine MEUNIER-CHABERT | ITPE | DTec TV |
| Patrick FOURMIGUE | ITPE | DTer MED |
| Catherine RATSIVALAKA | IAM | DTec EMF |

continueront d'agir, au sein de cette instance, pour :

1 - que le **CA du Cerema ne soit pas qu'une chambre d'enregistrement** des contraintes de Bercy et du SG des Ministères, mises en forme par un DG, qui fait ce qu'il peut avec ce qu'il a ;

2 - que les représentants des **collectivités et le Président** assurent pleinement leur place dans la gouvernance ;

3 - que leur absence ou mutisme ne transforment pas le **DG en P-DG** ;

4 - que les **représentants du personnel** ne soient pas considérés comme des "empêcheurs d'administrer en rond", mais **écoutés et entendus, car ils portent la voix des agents qui veulent un Cerema qui réussisse !**

**DONNEZ DE LA VOIX
À VOTRE VOIX**

avec la **Cfdt:** au  **Cerema**